

Bail à
Termage.

BAIL À TERMAGE.

Voir "Désastres," 4°, 5°, 6°, 7°, 8°.

"Infractions aux Lois et Règlements," 15°.

"Propriétaires et Locataires."

1° ACCORD DE BAIL À TERMAGE POUR 5 ANNÉES
ANNULÉ sur Ordre de Justice y concluant
faute de paiement du loyer dû.

Rowland v. Randall. (1955) 249 Ex. 210.

2° ENTÉRINÉ AUX RÔLES DE LA COUR ROYALE et
ensuite enregistré au Registre Public.

Hajsky v. "The Ritz Hotel (Jersey) Limited."
(1952) 247 Ex. 371.

Reeve, femme Crabtree v. Hancocks, femme Paul.
(1953) 248 Ex. 115.

3° RÉSILIÉ POUR CONDITION ENFREINTE.

Voir "Contrats," 2°, 3°.

Bannisse-
ment.

BANNISSEMENT.

Voir "Poursuites Criminelles," 18°.

1° DOMMAGES MALICIEUX. Étrangère bannie de
l'île.

A.-G. v. Grihault. (1951) 33 P.C. 94.

2° ÉTRANGERS, LOI DE 1937. Infractions aux Bannissement.
Articles 4(1) et 14. Bannissement.

A.-G. v. Beglarian. (1951) 33 P.C. 197.

3° PERMIS À BANNI DE RENTRER DANS L'ÎLE.

Trois ans après sentence de bannissement pour 5 années représentation à la Cour par le procureur du banni demandant, à cause de son état de santé, la remission du terme inexprimé de ladite sentence. La Cour, sans en rien affecter la sentence de bannissement, uniquement à cause de l'état de santé du banni, lui permet de rentrer dans l'île, en remplissant les formalités requises par la Loi, afin d'y recevoir les traitements médicaux et le repos nécessaires pour rétablir sa santé. Etant entendu que le médecin sous les soins duquel le banni se met devra fournir au Procureur Général du Roi des rapports afin que, si le cas le requiert, ce dernier en informe la Cour.

Ex parte Aune. (1951) 33 P.C. 175.

BÂTARDS.

Bâtards.

Voir "*Declarations of Illegitimacy (Jersey) Law, 1947.*"

"*Enregistrement des Naissances, Mariages et Décès.*"

"*Probate (Jersey) Law, 1949,*" 3°, 4°.

BEAUTÉS NATURELLES.

Beautés
Naturelles.

Voir "*Preservation of Amenities (Jersey) Laws, 1952 and 1954.*"

British
Nationality
Act, 1948.

“ BRITISH NATIONALITY ACT, 1948.

1° ENFANT MINEUR enregistré comme “ Citizen
of the United Kingdom and Colonies ”
sur la demande de son père adoptif.

Re Boudin. (1951) 247 Ex. 55.

2° ENFANT MINEURE enregistrée comme “ Citizen
of the United Kingdom and Colonies ”
par l’acte de la Cour ordonnant l’enre-
gistrement de Certificats de Naturalisa-
tion accordés à ses père et mère.

Re Genoud. (1953) 248 Ex. 101.

“ Business
Names ”.

“ BUSINESS NAMES.”

*Voir “ Registration of Business Names (Jersey)
Law, 1956.”*

“ Business
Names
(Jersey)
Rules,
1956.”

**“ BUSINESS NAMES (JERSEY)
RULES, 1956.”**

RÈGLEMENT ADOPTÉ.

(1956) 250 Ex. 224. [N.S.]